

Nous espérons que tout le personnel de la Croix-Rouge intensifiera sa collaboration, qu'il remplira sa mission humanitaire avec l'appui du peuple et qu'il s'efforcera de contribuer à l'établissement de la paix dans le monde et au bien-être de l'humanité.

M. H. C. Angst, délégué honoraire du CICR au Japon, lut une adresse du Comité international, qui fut traduite au fur et à mesure en japonais. Il apporta les félicitations chaleureuses de l'institution fondatrice, rappela que le geste d'Henry Dunant a trouvé un écho très vif au Japon où la Société nationale accomplit un travail magnifique pour la continuation duquel le Comité international forme des vœux chaleureux, en cette année où tous les yeux sont concentrés sur la tâche humanitaire qu'accomplissent, jour après jour, les millions de travailleurs de la Croix-Rouge.

SUISSE

La Croix-Rouge nationale s'est donné de nouveaux statuts, et nous sommes heureux de publier l'article qu'on va lire sur le sens et la portée d'une revision dont l'importance est grande pour l'activité future de la Société. On remarquera particulièrement la collaboration de la Croix-Rouge suisse aux mesures de protection de la population et la forme nouvelle de sociétariat que prévoient les nouveaux statuts.

Les délégués de la Croix-Rouge suisse se sont réunis dernièrement à Berne, en assemblée extraordinaire, et, après avoir examiné les statuts en vigueur, en ont décidé une revision. Ils avaient reçu le projet des nouveaux statuts, tels qu'ils avaient été mis au point par le Comité de Direction de la Croix-Rouge suisse en date du 25 octobre 1962, projet établi sur la base d'un avant-projet présenté par le Comité central et qui résultait des travaux préparatoires du Secrétariat général et d'une Commission de rédaction. En fait, les organes centraux de la Société nationale envisageaient une revision générale des statuts depuis plusieurs années déjà et, grâce à une préparation minutieuse, l'assemblée des délégués n'apporta que des modifications légères au projet qui fut adopté alors à l'unanimité.

Une des principales raisons qui ont motivé une revision des statuts de la Croix-Rouge suisse était la nécessité de fournir à

celle-ci la possibilité de participer de manière adéquate aux mesures de protection de la population civile prévues pour le cas de guerre. La teneur des anciens statuts aurait rendu une telle participation très difficile, voire même impossible dans certaines circonstances. En effet, l'art. 8 précisait que : « Dès le début du service actif, la Croix-Rouge suisse tient les formations Croix-Rouge et ses autres ressources en personnel et en matériel à la disposition du Service de santé de l'armée ». Dans ces conditions, il n'aurait été possible à la Croix-Rouge suisse de déployer une activité en faveur de la population civile que si le Service de santé de l'armée avait affecté lui-même les formations et les ressources en personnel et en matériel que notre institution tient à sa disposition à une aide en faveur de la population civile ou s'il les avait libérées à ces mêmes fins. De toute façon, il aurait appartenu au commandement de l'armée de décider si et dans quelle mesure les moyens de la Croix-Rouge suisse auraient dû être mis en œuvre en faveur d'une aide à la population civile ; or, l'on peut présumer que cette autorité — conformément à son devoir —, aurait tenu compte en premier lieu des besoins de l'armée.

Après l'adoption par le peuple et les cantons, en mai 1959, d'un article constitutionnel sur la protection civile, et le décret par les Chambres fédérales, en mars 1962, d'une loi fédérale sur la protection civile (laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1963), l'on disposait de bases permettant d'adapter les statuts de la Croix-Rouge suisse aux besoins de la protection de la population civile. Cette adaptation devait conférer à la Croix-Rouge suisse le droit et l'obligation de soutenir en temps de paix comme en cas de service actif et les organismes de la protection civile, notamment son service sanitaire, et les hôpitaux civils, par la mise à disposition de personnel et de matériel (y compris le service de la transfusion de sang). Ce droit et ce devoir devaient être impartis à la Croix-Rouge suisse, en plus de la tâche qui lui incombe de soutenir le Service de santé de l'armée, tâche qui demeure vitale aujourd'hui comme hier et que la Croix-Rouge suisse est tenue d'assumer au premier chef, en sa qualité de Société nationale de Croix-Rouge reconnue, selon l'arrêté fédéral du 13 juin 1951 concernant la Croix-Rouge suisse.

Le chapitre des nouveaux statuts consacré aux tâches en temps

de paix précise sous le titre *Protection de la population civile en prévision de guerre* que « la Croix-Rouge suisse collabore à l'information de la population sur les dangers qu'elle peut courir et les possibilités de protection, qu'elle instruit du personnel et le tient à la disposition du service sanitaire de la Protection civile et des hôpitaux civils notamment, et qu'elle s'occupe de préparer du matériel ». Conformément à l'art. 61 de la loi fédérale sur la protection civile, la formation de personnel pourra se faire au nom des autorités ; dans ce cas, le personnel instruit sera soumis à l'obligation de servir dans la protection civile et incorporé dans un organisme de protection. La Croix-Rouge suisse peut toutefois aussi, de sa propre initiative, instruire et tenir à sa disposition du personnel, en prévision, notamment, d'une affectation dans les hôpitaux civils. Dans ce but, la Croix-Rouge suisse a commencé il y a quelques années déjà, à former des auxiliaires-hospitalières Croix-Rouge.

Diverses modifications, rendues nécessaires par l'introduction des nouvelles tâches incombant à notre Société dans le secteur de la protection civile ont été apportées au chapitre consacré aux *Tâches de la Croix-Rouge suisse en temps de service actif de l'armée*. Il est précisé que la Croix-Rouge suisse est tenue de s'occuper, à titre de « mesures complétant celles du service de santé de l'armée et en collaboration avec la Protection civile et les hôpitaux civils », du transport des blessés et des malades, des soins aux blessés et aux malades, ainsi que du service de transfusion de sang. De ce fait, la seule obligation que la Croix-Rouge suisse ait encore vis-à-vis du Service de santé de l'armée est de mettre à disposition de ce dernier les formations militaires du service Croix-Rouge et les réserves de matériel constituées à des fins militaires, en accord avec le médecin en chef de l'armée. Les réserves de personnel et de matériel prévues pour les besoins de l'armée peuvent également être utilisées pour une aide à la population civile si le commandement de l'armée ne promulgue pas d'instructions restrictives à ce sujet. En outre, la Croix-Rouge suisse est tenue, aux termes d'un accord passé avec les autorités compétentes, de mettre du personnel et du matériel à la disposition des organismes de protection civile mis sur pied, ainsi qu'à la disposition des hôpitaux civils. Comme les anciens, les nouveaux statuts stipulent enfin que

la Croix-Rouge suisse est autorisée à poursuivre ses tâches du temps de paix en période de service actif, pour autant que l'accomplissement de ces activités ne l'empêche pas d'apporter l'aide nécessaire au Service de santé de l'armée et de participer aux mesures de protection civile. Pratiquement, cette éventualité ne se présenterait qu'en état de neutralité.

Un deuxième facteur nécessitait la revision des anciens statuts, en relation avec le recrutement intensif de membres et de collaborateurs auquel procédera la Croix-Rouge suisse en mars et en avril 1963, à l'occasion de la commémoration du Centenaire de la Croix-Rouge. Lors de la préparation de cette action, l'on était conscient qu'il est d'importance vitale pour la Croix-Rouge suisse et ses sections de pouvoir compter, à côté de membres cotisants, sur l'appui de *collaborateurs volontaires* disposés à mettre leurs connaissances, leur temps et leurs forces au service de la Croix-Rouge. Ce point de vue a fait naître le désir de fixer statutairement les bases juridiques qui permettront aux sections d'accepter des collaborateurs volontaires en qualité de membres, étant entendu que ces derniers n'auront pas à s'acquitter de contributions en espèces, mais à fournir un certain travail. Il est évident que ces membres devront déclarer expressément leur désir d'adhérer à la Croix-Rouge et qu'ils s'engageront ainsi à participer à l'activité d'une section en qualité d'auxiliaire-hospitalière, d'assistant ou d'assistante bénévole, de donneur de sang, de responsable d'une classe ou d'un groupe affilié à la Croix-Rouge de la Jeunesse, de membre d'un comité ou d'une commission, ou d'autre manière encore.

Comme seule une minorité de sections désiraient l'introduction de cette nouvelle catégorie de sociétaires, l'on a renoncé à introduire à ce sujet une clause obligatoire dans les statuts centraux. Ainsi, selon les nouveaux statuts, les sections ne sont pas obligées mais uniquement autorisées à « accepter en qualité de membres individuels toute personne physique se mettant pour une longue durée à la disposition d'une section pour collaborer à une tâche Croix-Rouge ou comme donneur de sang ». Les sections ont la latitude de préciser les modalités de cette forme de sociétariat dans leurs statuts, tout en observant à ce propos les directives établies par le Conseil de direction de la Croix-Rouge suisse.

En outre, une revision totale des statuts fournit toujours la possibilité d'apporter des améliorations formelles ou des changements matériels de moindre importance. Au nombre de ces améliorations et changements, citons la nouvelle version de l'art. 2 réservé à la définition du but de la Croix-Rouge suisse dont la rédaction s'est voulue aussi générale que possible (« La Croix-Rouge suisse a pour but d'accomplir en temps de paix et en temps de guerre des tâches humanitaires dans l'esprit de la Croix-Rouge »). L'art. 3, qui décrit l'idée de la Croix-Rouge énumère les « Principes de la Croix-Rouge », tels qu'ils ont été unanimement adoptés en 1961 par le Conseil des délégués de la Croix-Rouge internationale (humanité, impartialité, neutralité, indépendance, caractère bénévole, unité et universalité). Par ailleurs, les tâches du temps de paix ont, en partie, été nouvellement formulées : il a été tenu compte, en particulier, de l'essor des soins infirmiers, du secourisme, de la Croix-Rouge de la Jeunesse, de la participation de la Croix-Rouge suisse à l'assistance aux personnes âgées, aux malades chroniques et aux invalides...

Relevons pour terminer que les nouveaux statuts contiennent un chapitre spécial consacré au *Laboratoire central du service de transfusion de sang* dont l'activité s'est considérablement développée depuis 1949. Le Laboratoire central est défini comme un institut qui « exécute, dans le cadre du service de transfusion de sang de la Croix-Rouge suisse, des tâches ressortissant à l'organisation, à la fabrication, à l'examen et à la recherche scientifique ».

Les nouveaux statuts, qui sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral constituent une base large et solide pour l'activité et le développement futurs de la Croix-Rouge suisse. Si cette activité et ce développement ne sont pas seulement efficaces mais empreints de véritable esprit Croix-Rouge, il en émanera des bienfaits certains.

HANS HAUG

Secrétaire général de la Croix-Rouge suisse